



Bagan Maung/ UNEP/Still Pictures

Sombres perspectives

pour les populations défavorisées

R. K. PACHAURI examine les aspects du changement climatique planétaire liés à la pauvreté et à la sécurité énergétique et plaide pour une action conjointe en faveur des énergies renouvelables

On estime que le réchauffement de la température moyenne mondiale à la surface de la Terre au cours du XXI^e siècle est de l'ordre de 0,6 °C. Dans son troisième rapport d'évaluation, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que « des preuves plus récentes et plus concluantes permettent de dire que la majeure partie du réchauffement observé au cours des 50 dernières années est due aux activités humaines ». Le rapport fournit des projections qui montrent que l'on assistera, au cours des 100 années à venir, à une augmentation de la température moyenne à la surface de 1,4 à 5,8 °C ainsi qu'une élévation du niveau moyen de la mer comprise entre 9 et 88 cm.

Fait révélateur, le rapport ajoute que « les effets de l'évolution climatique s'exerceront de façon disproportionnée sur les pays en développement et les populations déshéritées dans tous les pays,

renforçant ainsi les inégalités en matière de santé et d'accès à une alimentation adéquate, à l'eau potable et à d'autres ressources ». Certains de ces effets pourraient compromettre sérieusement les efforts déployés pour éliminer la pauvreté et nuire à la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement que les États Membres de l'ONU se sont fixés en 2000.

L'explosion démographique

Le problème le plus préoccupant concerne sans doute notre capacité d'assurer l'alimentation et la sécurité nutritionnelle d'une population en pleine croissance. Les projections des changements climatiques indiquent que les rendements potentiels augmenteront dans le cas de faibles hausses de température dans certaines zones tempérées, mais diminueront en cas de variations importantes. En outre, pour la

plupart des augmentations de température prévues, les rendements potentiels devraient baisser dans la grande majorité des régions tropicales et subtropicales.

Par ailleurs, les ressources en eau devraient diminuer dans la plupart de ces régions, alors que les besoins hydriques devraient augmenter en raison de la croissance démographique et du développement économique (ils pourraient toutefois diminuer grâce à une gestion plus efficace dans certains pays, en particulier dans les pays développés). Dans un premier temps, l'écoulement fluvial pourrait augmenter dans les régions tributaires de la fonte des glaciers, comme la partie septentrionale du sous-continent indien, mais il devrait ensuite diminuer à mesure que régressent les glaciers qui viennent alimenter les cours d'eau.

Des pénuries en perspective

Cette raréfaction des ressources en eau frappa également de plein fouet la production agricole. L'agriculture étant la principale pourvoyeuse d'emplois dans maintes régions du monde, le rapport établit que le changement climatique aura de graves répercussions sur le taux d'activité d'une population en forte croissance. Une part importante du PIB des économies agraires d'Asie et d'Afrique provient de l'agriculture. Des effets indirects, tels que la modification du taux d'humidité des sols et des changements dans la répartition et la fréquence des infestations parasitaires ►

et des maladies, pourraient ralentir la production agricole et se conjuguer à la raréfaction de l'eau et aux éventuelles baisses de rendement liées à l'élévation des températures. Ces changements auront pour effet d'amputer les revenus des franges les plus vulnérables de la société et d'augmenter, en chiffres absolus, le nombre de personnes menacées par la famine. Les perspectives agricoles sont donc préoccupantes non seulement pour l'alimentation et la sécurité nutritionnelle, mais également pour les revenus et les moyens de subsistance des communautés agricoles.

Le changement climatique aura vraisemblablement des effets sur la durée, la localisation, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, ce qui aura des répercussions généralement néfastes sur les systèmes biophysiques. La variabilité et la fréquence des extrêmes climatiques s'en trouveront modifiées. La quasi-totalité des zones terrestres connaîtront très probablement plus de jours chauds et de vagues de chaleur, et moins de jours froids et de jours de gel. Selon toute probabilité, les variations des extrêmes de température entraîneront des pertes dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, une augmentation de la consommation énergétique à des fins de climatisation (mais une diminution à des fins de chauffage), et une augmentation de la morbidité et de la mortalité liées à la chaleur. Le contrecoup pour les populations déshéritées sera sans commune mesure.

L'action mondiale

Les effets du changement climatique sur la santé affecteront également les populations qui vivent dans le dénuement. Les changements climatiques influent sur la santé de diverses façons : les effets directs sont notamment liés à l'évolution des phénomènes extrêmes et aux pertes de vies humaines lors d'inondations et de tempêtes, tandis que les effets indirects se manifestent entre autres par l'accroissement du stress dû à la chaleur, la dégradation de la qualité de l'eau et de l'air et la modification des vecteurs de maladies, comme les moustiques et les pathogènes hydriques.

Pour faire face à la plupart des conséquences du changement climatique, il faudra insister davantage sur les mesures d'adaptation. Certains changements nécessitent des initiatives internationales, mais tous exigent impérativement une réorganisation des structures institutionnelles et des actions locales pour permettre la mise en œuvre de mesures d'adaptation anticipées appropriées. Ainsi, il est fondamental que des cultures

plus résistantes à la sécheresse et plus tolérantes au sel soient mises au point dans le cadre de vastes projets de recherche et développement internationaux, qui accorderont néanmoins une attention particulière aux caractéristiques locales des différentes régions du monde. La raréfaction probable de l'eau impose d'amorcer une réforme institutionnelle pour gérer l'approvisionnement et l'utilisation de ce bien, surtout dans le secteur agricole. Ce processus sera déterminant dans les régions tributaires d'une agriculture pluviale, où les variations d'intensité des précipitations pourraient fortement nuire aux activités.

Mort prématurée

Plus de deux milliards de personnes n'ont accès ni à l'électricité, ni aux nouvelles énergies. Leur situation économique se caractérise par le faible niveau de leurs revenus, ce qui limite l'éventail de leurs choix. Comme l'explique Amartya Sen, la pauvreté est plus une privation des moyens élémentaires qu'une simple faiblesse des revenus, qui peut entraîner une mortalité prématurée, une malnutrition sévère (en particulier chez des enfants), une morbidité permanente, un analphabétisme généralisé et d'autres carences.

Plus de deux milliards de personnes n'ont accès ni à l'électricité, ni aux nouvelles énergies

Seul un apport d'énergie en quantité suffisante, de préférence à l'aide de technologies décentralisées et distribuées, permettra d'élargir l'éventail des choix, surtout chez les populations démunies des régions rurales. Le recours aux technologies faisant appel aux énergies renouvelables permettra de limiter les émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre par rapport aux énergies conventionnelles. Les revenus de ces populations seraient ainsi accrus, ce qui leur permettra de s'adapter aux effets du changement climatique, alors que leur dénuement persistant y ferait obstacle. A cet égard, il serait primordial que les structures institutionnelles mettent en place une initiative conjointe visant à garantir la mise en place des mesures d'atténuation et d'adaptation.

Stratégies de développement

Eu égard aux effets probables du changement climatique et ses conséquences sur le développement économique des populations locales, en particulier les franges démunies, il est indispensable d'en tenir compte dans les futures politiques de

développement qui seront appliquées en divers endroits du monde. A l'évidence, ceci nécessite la réalisation d'études régionales ambitieuses destinées à évaluer la nature et l'ampleur du changement climatique et de ses effets.

C'est pourquoi, le GIEC accordera, dans son quatrième rapport d'évaluation, par rapport aux précédents rapports, une place plus large à l'évaluation détaillée des aspects régionaux du changement climatique, parmi d'autres thèmes transversaux retenus pour un examen approfondi. Toutefois, la réalisation de ces évaluations régionales dépendra directement de l'envergure des travaux de recherche menés en divers endroits du globe. Les organisations internationales, tout comme les gouvernements nationaux, se doivent d'apporter leur soutien à ces recherches pour que la précarité des populations déshéritées puisse être appréciée à sa juste valeur. Une telle démarche est une condition indispensable à la mise en place de mesures d'atténuation efficaces au niveau mondial et de mesures d'adaptation au niveau local. La nécessité de soutenir et de promouvoir les recherches sur les dimensions socio-économiques du changement climatique, parallèlement aux travaux sur l'impact biophysique de ces mutations, s'impose avec davantage d'acuité encore ■

R. K. Pachauri est Directeur général de l'Energy and Resources Institute (TERI) et Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)



Nguyen Huy Binh/ UNEP/Still Pictures